

Puma échange un distributeur israélien complice pour un autre et maintient son soutien aux violentes confiscations de terre par Israël

Par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), le 8 janvier 2021

Puma semble avoir cherché à se défaire d'une partie de sa complicité dans les violations du droit international par Israël, mais n'a même pas réussi à le faire. Puma devrait viser à mettre fin à toute complicité dans les violations israéliennes des droits des Palestiniens, pas à mettre à mal les campagnes de contrôle et de relations publiques.

Comme le boycott mondial de Puma pour son soutien aux colonies illégales israéliennes sur la terre volée aux Palestiniens continue de grandir, Puma a intensifié sa campagne de désinformation pour détourner les critiques.

A la mi-décembre, des défenseurs des droits de la personne humaine du monde entier ont pris contact avec Puma lors de la 4ème Journée d'Action Boycott Puma, exhortant la société à mettre fin à son soutien à l'apartheid israélien qui opprime des millions de Palestiniens. Puma a répondu avec une déclaration qui comportait un mensonge après l'autre.

Dans la déclaration, Puma a déclaré qu'il « ne soutient pas d'équipes de football dans les colonies ».

C'est faux. Puma est le principal sponsor de l'Association

Israélienne de Football (AIF), qui comprend des équipes dans les colonies illégales israéliennes et les défend. Le logo de Puma se trouve sur tout le site internet de Puma, y compris directement sous une carte des terrains de football israéliens dans les colonies illégales à travers la Cisjordanie palestinienne occupée.

✘ *Le logo de Puma sur le site internet de l'Association Israélienne de Football sous une carte qui présente les infrastructures du football dans les colonies illégales à travers la Cisjordanie palestinienne occupée.*

Puma a ensuite déclaré que « son distributeur israélien n'a pas non plus de succursales dans les colonies ».

C'est également faux. Delta Galil, détenteur exclusif pour Israël de la licence de Puma jusqu'à la fin de 2020, possède des filiales dans les colonies illégales israéliennes et figure sur la liste de la base de données de l'ONU des sociétés des colonies illégales.

✘ *Delta Israël, détenteur exclusif en Israël de la licence de Puma jusqu'à fin 2020, a des magasins dans les colonies illégales israéliennes en territoire palestinien occupé.*

Puma a continué à prétendre que le nouveau détenteur de sa licence « Al Srad Ltd. n'a lui non plus aucune activité ou succursale dans les colonies ».

Encore faux. Al Srad Ltd. – Irani Corporation, exploite la chaîne de magasins de vêtements Factory 54, qui est elle aussi un sponsor de l'AIF. Factory 54 a un magasin dans le centre commercial Mamilla, qui est situé dans le « no man's land » qui entoure Jérusalem Est occupée et fait partie de l'entreprise israélienne de colonisation-annexion illégale.

✘ *Le représentant exclusif actuel de la licence de Puma en Israël fait des affaires sur la terre occupée par Israël en*

violation du droit international.

En 1958, la résolution 127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a confirmé qu'Israël n'avait aucune souveraineté sur aucune partie du « no man's land ». Par conséquent, Israël a occupé et illégalement annexé Jérusalem Est en 1967, y compris le « no man's land ». Le droit international considère que le « no man's land » est un territoire occupé. Les Nations Unies et la communauté internationale reconnaissent Jérusalem Est comme faisant partie intégrante du territoire palestinien occupé.

Le nouveau représentant exclusif de la licence Puma en Israël, Al Srad Ltd., exploite un magasin de détail construit sur une terre occupée en violation du droit international.

Sous pression de la campagne mondiale de boycott, avec un nombre croissant de clubs de sport qui laissent tomber leur parrainage de Puma, et Puma étant obligé d'abandonner son propre hashtag #PumaFam, la marque a apparemment cherché à se défaire d'une partie de sa complicité dans les violations israéliennes des droits de la personne humaine en mettant fin à son contrat avec Delta Galil.

Puma a simplement échangé une société israélienne complice pour une autre, tout en maintenant son parrainage de l'Association Israélienne de Football et son soutien aux violentes confiscations de terre par Israël.

Il est incompréhensible que Puma, qui se présente comme une société championne de justice sociale, veuille prendre ses distances avec le régime d'apartheid d'Israël qui vole la terre et les ressources de la population palestinienne autochtone qu'elle maintient sous occupation armée depuis des décennies.

Cependant, les campagnes de relations publiques destinées à mettre à mal le contrôle n'arrêteront pas les campagnes mondiales de boycott.

Tant que Puma ne mettra pas complètement fin à son implication dans les violations du droit international et des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël, la campagne de boycott ne fera que grandir.

Source : BNC

Traduction : J. Ch. pour BDS France